

L'Afrique subsaharienne face au conflit israélo-arabe (1948-2023) : entre acteur et spectateur d'une question mondiale

Floréal Serge Adiémé

École normale supérieure de Yaoundé

BP 4 100 Yaoundé (Cameroun)

+ 237 675 50 82 61

sergeadieme@yahoo.fr

Résumé

Cet article s'intéresse aux perceptions et attitudes des Africains subsahariens face au conflit israélo-arabe qui a commencé au début du XXe siècle avec l'arrivée, par vagues successives, de sionistes porteurs du projet de restauration d'un État juif indépendant en Palestine. Il s'est intensifié en 1948, avec la proclamation de l'indépendance d'Israël, suite au plan de partage adopté un an plus tôt par l'Organisation des Nations unies. Ce conflit, qui est focalisé sur la question de la légitimité des revendications sur la terre historique de la Palestine, a des répercussions sur de nombreuses régions du monde, y compris le continent africain. Cependant, la perception de ce conflit par les nations africaines, en particulier celles d'Afrique subsaharienne, est souvent négligée dans les médias internationaux majeurs. L'objectif de ce travail de recherche est d'analyser les perceptions et attitudes des pays africains situés au sud du Sahara vis-à-vis du conflit israélo-arabe en mettant l'accent sur les facteurs qui influent sur ces perceptions et attitudes. Pour atteindre cet objectif, l'analyse s'appuiera sur la théorie réaliste et sur la théorie de la perception. Il en résulte que les Africains des pays situés au sud du Sahara ont une vision nuancée et complexe du conflit israélo-arabe. Cela s'explique par des raisons religieuses, culturelles et historiques. En somme, les Africains subsahariens s'indignent face aux crimes commis aussi bien par les Israéliens que par les Arabes, et souhaitent ardemment la concrétisation d'une paix durable dans cette région.

Mots clés : Afrique ; Arabe ; conflit ; Moyen-Orient ; Palestine.

Abstract

The Arab-Israeli conflict is the main focus of this work. It started in the early 20th century with Zionist groups who arrived in successive waves. They aimed at carrying out the project of restoring an independent Jewish state on Palestinian territory. The situation worsened in 1948 with the proclamation of Israel's independence following the partitioning policy earlier adopted by United Nations. Because of the right to sovereignty on Palestine land, many more regions of the world, including Africa, have been affected by the Arab-Israeli war. The purpose of this piece

of research is to examine the perception and behavioural tendencies of people from sub-Saharan Africa regarding the Arab-Israeli war. More explicitly, we shall lay emphasize on the factors that fuel the abovementioned attitudes. To achieve this goal, our study will be built on realist theory as well as perception theory. As a result, people from sub-Saharan Africa exhibit a divergent and complex perspectives on the Arab-Israelis conflict ; thus it is justified by religious, cultural and historical constraints. To round up, people from sub-Saharan Africa are disheartened by crimes committed by both Israelis and Arabs and are eagerly awaiting a return to lasting peace in the region.

Key words : Africa ; Arab ; conflict ; Middle-East ; Palestine.

Introduction

Le conflit israélo-arabe est l'un des conflits les plus anciens et complexes de l'histoire contemporaine.

Il oppose Israël, un État majoritairement juif, créé en 1948, à ses voisins arabes et aux Palestiniens réclamant un État indépendant sur les territoires occupés. Ce conflit a plusieurs facettes, comprenant des litiges territoriaux, des questions de souveraineté, des désaccords historiques et religieux ainsi que des enjeux géopolitiques régionaux et internationaux (Morin, Naïr et al, 2002). Les litiges territoriaux tournent autour des terres disputées à l'instar de la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza où Israéliens et Palestiniens revendiquent des droits historiques. Les questions de souveraineté concernent la gouvernance et le contrôle des territoires, ainsi que la reconnaissance mutuelle des droits et des revendications des deux parties. Sur le plan historique, le conflit trouve ses racines dans les revendications historiques des deux peuples sur la région, ainsi que dans les événements qui ont marqué la création de l'État d'Israël et l'exode des Palestiniens en 1948 (Pironet, 2008). Sur le plan religieux, Jérusalem est d'une importance capitale pour les trois grandes religions monothéistes (judaïsme, christianisme et islam), ce qui ajoute une dimension spirituelle et symbolique au conflit (Ferniot, 1994). Enfin, sur le plan géopolitique, le conflit israélo-arabe a des répercussions régionales et internationales, impliquant des acteurs tels que les États-Unis, l'Union européenne, les pays arabes et d'autres acteurs régionaux (Ghérari, 2024).

Depuis des décennies, ce conflit, dont les victimes civiles et militaires se comptent par centaines de milliers, a suscité des débats passionnés et des controverses à travers le monde. Le différend entre les deux parties achoppe sur des terminologies désignant des lieux et réalités matérielles et géographiques identiques, mais dont l'interprétation varie selon les camps. Mur occidental, mur des Lamentations, mur du Burâque ; Esplanade du Mont du Temple, Esplanade des Mosquées ; Judée, Samarie, Cisjordanie ; implantations, colonies ; barrière de sécurité, mur de séparation (Lescure, 2018 : 8). Cependant, la perception de ce conflit par les nations africaines, en particulier celles d'Afrique subsaharienne, est souvent négligée dans les médias internationaux majeurs. Pourtant, il serait intéressant de s'interroger sur la perception et l'attitude que les pays d'Afrique noire ont vis-à-vis du conflit israélo-palestinien qui a repris intensité le 7 octobre 2023. L'objectif de cette recherche est d'analyser les perceptions et les attitudes des pays d'Afrique subsaharienne envers le litige qui oppose, depuis des lustres, Israéliens et Arabes en se focalisant sur les facteurs qui influent sur ces perceptions et attitudes. Pour atteindre cet objectif, l'analyse s'appuiera sur deux théories : d'une part le réalisme politique, d'autre part la théorie de la perception. La théorie réaliste en relations internationales souligne que les États agissent essentiellement pour préserver leurs propres intérêts et cherchent à maximiser leur pouvoir et leur influence dans un contexte anarchique où la confiance entre acteurs est réduite (Battistella, 2006 : 52). Dans cette optique, les États africains subsahariens soupèsent leurs décisions au gré des avantages économiques, stratégiques et sécuritaires qu'ils peuvent tirer aussi bien des Israéliens que des Arabes. Dès lors, les relations diplomatiques ou ruptures avec Israël ou les pays arabes sont souvent dictées par la possibilité d'obtenir, de chacune des deux parties, une aide économique, technique, militaire ou l'accès à des ressources vitales. La théorie de la perception, quant à elle, postule que les individus et groupes interprètent les événements en fonction de leur environnement social, culturel et politique (Holsti, 1962 : 244-252 ; Bar-Tal, 2013). Cela permet de comprendre que le conflit israélo-arabe est perçue par les opinions publiques africaines à travers le prisme des facteurs géopolitiques, historiques, religieux et culturels. Cette étude historique se fonde sur des sources orales et une analyse

de contenu de travaux scientifiques, de journaux et de sources numériques. D'abord, l'enquête remontera aux origines du conflit israélo-arabe, avant d'analyser les perceptions et attitudes des gouvernements africains, puis des populations d'Afrique subsaharienne par rapport à cette situation.

I. Origines et étapes du conflit israélo-arabe

Le conflit israélo-arabe est un conflit complexe qui implique des enjeux politiques, territoriaux, religieux et culturels.

1. Les origines du conflit

Paradoxalement, l'idée de la création d'un État juif sur la terre de Palestine n'émane pas des Juifs. Elle germe, au début du XIX^e siècle, dans l'Angleterre impériale imprégnée de la lecture littérale de la Bible. Dès 1807, George Stanley Faber écrit *A Dissertation on the Prophecies, That Have Been Fulfilled, Are Now Fulfilling, or Will Hereafter Be Fulfilled: Relative to the Great Period of 1260 Years* « Dissertation sur les prophéties relatives à la Grande Période de 1200 ans qui se sont accomplies, qui s'accompliront et sur la restauration des Juifs ». Cette idéologie, connue sous le vocable de restaurationnisme, encourage le retour des Juifs en Palestine. Elle a influencé de nombreuses personnalités (universitaires, politiciens, romanciers, révérends, géographes, militaires). C'est ainsi que la formule « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre », inspirée par Lord Shaftesbury, fut reprise en chœur dans les milieux sionistes (Bouché, 2024 : 27-31).

Vers la fin du XIX^e siècle, des mouvements sionistes ont commencé à promouvoir l'établissement d'un État juif en Palestine qui était alors une colonie de l'Empire ottoman (Morin, 2006). Usant de l'achat de terres, ils expulsaient les Arabes qui les cultivaient afin de les exploiter eux-mêmes (Bouché, 2024 : 27-31). Ces initiatives ont commencé à susciter la méfiance et l'opposition des Arabes palestiniens qui considéraient que ce territoire était leur terre ancestrale (*Idem*).

Le 2 novembre 1917, Lord Arthur James Balfour, alors ministre britannique des Affaires étrangères, adressa à Lord Rothschild, président de la Fédération sioniste de Grande-Bretagne, une lettre dans laquelle il promettait la création d'un foyer national juif en Palestine (Laurens, 1999 : 359-364). Pour le gouvernement britannique, ce document visait à obtenir rapidement le soutien des banques juives d'Angleterre et des États-Unis dans le contexte de la Première Guerre mondiale (1914-1918) qui nécessitait une mobilisation croissante de fonds. La déclaration Balfour allait à contrecourant des engagements pris auprès des nationalistes arabes qui revendiquaient l'établissement d'un grand État arabe indépendant (accords Hussein-McMahon de 1915). En vertu des accords Sykes-Picot signés secrètement le 16 mai 1916 entre la France et la Grande-Bretagne qui se partageaient les possessions turques du Moyen-Orient (Filiu, 2020), la Société des Nations (SDN), réunie à San Remo en 1920, confia à la Grande-Bretagne le mandat d'administrer la Palestine et d'y créer les conditions pour l'établissement d'un foyer national pour les Juifs de Palestine. L'expression suscita le courroux tant des sionistes que des États arabes voisins. Pour les premiers, la formule « foyer national » était en contradiction avec leurs aspirations, car cela n'impliquait pas la création d'un État pour les Juifs. Pour les seconds, il était question, pour les occidentaux, d'imposer dans cette région un peuple étranger qui se structurait déjà comme un quasi-État (Laurens, 1999 : 418-421).

Le mandat britannique fut marqué, tout au long de l'entre-deux-guerres, par une montée exponentielle des tensions entre Juifs et Arabes. Désireux de limiter l'immigration sans cesse croissante des Juifs en Palestine, les autorités britanniques durent faire face à de multiples actions de guérilla menées par des organisations juives telles que la Haganah et l'Irgoun (Laurens, 2002 : 456-491). Mis sous pression, les Britanniques renoncèrent au mandat sur la Palestine et confièrent cet épineux dossier à la toute nouvelle Organisation des Nations unies (ONU) qui avait pris la relève de la SDN. Le 29 novembre 1947, l'ONU proposa un plan de partage de la Palestine en huit parties. Trois reviendraient à un État juif,

quatre à un État arabe sans continuité territoriale car le port et la zone urbaine de Jaffa constituent une enclave dans le territoire juif. La huitième partie, avec Jérusalem et Bethléem, passerait sous statut international confiée à l'ONU (Dieckhoff, 2017 : 24). Les Juifs acceptèrent le plan, tandis que les Arabes le rejetèrent, ce qui déclencha une guerre entre les deux parties.

2. Les étapes du conflit.

Le 14 mai 1948, les Britanniques quittèrent officiellement la Palestine. Le même jour, David Ben Gourion (1886-1973) proclama l'indépendance de l'État d'Israël lors d'une session du Conseil provisoire du Peuple qui faisait office de parlement du *Yichouv*. Dès le lendemain, une coalition des troupes égyptiennes, irakiennes, libanaises, syriennes et transjordanienues se lancèrent à l'assaut du nouvel État dans l'espoir de l'étouffer dans l'œuf. Contre toute attente, Tsahal (force de défense d'Israël) bâtit ses adversaires à plate couture, ce qui permit à l'État hébreu d'agrandir son territoire d'un tiers, poussant des centaines de milliers de Palestiniens à s'exiler. Du 23 février au 20 juillet 1949, les pays arabes furent contraints de signer des accords d'armistice avec Israël qui, par ailleurs, avait vu son territoire passer à 20 700 Km², soit 6 000 km² supplémentaires (*Idem*). Toutefois, deux problèmes épineux subsistèrent. D'une part, il y avait la question des frontières d'Israël et d'autre part, le problème du retour des réfugiés palestiniens sur leur terre. Ces deux problèmes sont à la base des désaccords qui marquent les relations entre les deux camps jusqu'à nos jours. Depuis lors, le rejet des Juifs est entretenu et renouvelé dans le monde arabe, à travers le mot « *Nakba* » (la grande catastrophe).

Le 26 juillet 1956, Gamal Abdel Nasser (1918-1970), arrivé au pouvoir en Égypte trois ans plus tôt, annonça la nationalisation du canal de Suez, un passage ô combien important pour le commerce international. Sous l'instigation de la France et de la Grande-Bretagne, l'armée israélienne envahit le Sinaï, avant que les troupes britanniques ne prennent possession de Port-Saïd. Les États-Unis et l'Union soviétique,

bien que rivaux depuis le déclenchement de la Guerre froide, exigèrent et obtinrent le retrait des envahisseurs. Israël fut contraint de se retirer du Sinaï et de Gaza. Cela renforça l'aura internationale de Nasser qui, de surcroît, durcit son discours nationaliste.

Du 5 au 10 juin 1967, Israël, qui sentait sa sécurité menacée, attaqua ses voisins arabes (Égypte, Syrie et Jordanie) dans une guerre préventive. C'est ce qu'on a appelé « la guerre des Six Jours ». À l'issue de cette guerre, Israël conquît la Cisjordanie, la bande de Gaza, le plateau du Golan et la péninsule du Sinaï. Le monde arabe, plus que jamais humilié, se montra intransigeant vis-à-vis de l'État hébreu avec qui il ne voulait ni reconnaître l'existence, ni engager la moindre négociation de paix. En retour, Israël refusa de se soumettre à la résolution 242 adoptée le 22 novembre 1967 par le Conseil de sécurité de l'ONU qui exigeait la restitution des territoires nouvellement occupés en échange d'une paix durable. Pour couronner le tout, l'État hébreu se lança dans une politique de colonisation effrénée des territoires nouvellement conquis (Lescure, 2018 : 44).

Le 6 octobre 1973, les troupes syriennes et égyptiennes attaquèrent simultanément Israël par surprise. Cela marqua le début de la guerre du Kippour (encore appelée guerre du Ramadan dans les pays arabes). Elle s'acheva le 24 octobre de la même année, sous la pression des États-Unis et de l'Union soviétique. Cette fois-ci, Israël perdit une partie du Sinaï, bien que cette portion de terre lui sera remise plus tard lors des accords de paix de Camp David (Washington) en 1978.

Désormais, un problème lancinant marque le conflit : c'est la question palestinienne. En effet, les Palestiniens ont créé, depuis 1964, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Un jeune et brillant ingénieur, Mohamed Abdel Raouf Arafat al-Qudwa al-Husseini, dit Yasser Arafat (1929-2004) prit les rênes du mouvement en février 1969. Désormais, le conflit israélo-palestinien est devenu une guerre interne opposant l'État hébreu à l'OLP qui multiplie des attentats à partir du territoire libanais.

Sous la pression des États-Unis, un traité de paix est signé entre l'Égypte et Israël le 17 septembre 1978 (*Ibid.* : 45).

Le président égyptien Anouar el-Sadate (1918-1981), considéré comme un traître dans le monde arabe, en paya de sa vie. Il tomba sous les balles des islamistes le 6 octobre 1981.

Toutefois, la nécessité de faire la paix avec l'État hébreu commença à traverser certaines officines politiques du monde arabe. Les premiers fruits apparurent avec l'accord libano-israélien du 17 mai 1983 (Flory, 1983 : 137-150).

Cela n'empêcha pas, à partir de décembre 1987, la révolte populaire des Palestiniens des territoires occupés connue sous le vocable d'Intifada (la guerre des pierres). Cette guerre, qui mettait face à face des Palestiniens armés de pierres aux soldats israéliens munis d'armes de guerre modernes, s'acheva en 1993 avec les accords de Washington du 13 septembre qui prévoyaient l'autonomie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza (Salingue, 2015 : 79). Ces deux territoires, embryon d'un futur État palestinien, furent administrés par l'OLP de Yasser Arafat, désormais reconnu comme le seul représentant de la Palestine.

Vers la fin du mois de septembre 2000, la visite controversée d'Ariel Sharon (1928-2014), sur l'esplanade des Mosquées, a déclenché une nouvelle spirale de violences. C'est ce qu'on a appelé la deuxième Intifada

Finalement, le conflit israélo-arabe se poursuit en même temps que s'effectuent des négociations de paix qui impliquent les acteurs régionaux et internationaux. Les nations d'Afrique subsaharienne observent cette dispute avec un réel intérêt.

II. L'attitude des gouvernements et des dirigeants d'Afrique subsaharienne face au conflit israélo-arabe

L'attitude des dirigeants africains face au conflit israélo-arabe semble évoluer au gré des circonstances. Guidée par la préservation de l'intérêt national, elle est partie du soutien à Israël à une attitude mitigée vis-à-vis des deux parties en conflit.

1. Israël : un allié providentiel pour les jeunes nations africaines

Les relations entre Israël et les États d'Afrique subsaharienne débutèrent au milieu des années 1950, dans le contexte du processus de décolonisation. Les premiers contacts eurent lieu avant même que certains de ces États ne fussent indépendants (Naudé, Perdrix & al.: 2009). Pour l'État hébreu, c'était l'occasion de s'extirper du carcan de son isolement diplomatique au milieu d'un monde arabo-musulman qui lui était entièrement hostile. De leur côté, les pays africains avaient très tôt perçu en Israël un allié potentiel dans leur combat pour l'indépendance et le développement économique. Dans les années 1950 et 1960, Israël a établi des relations diplomatiques avec plusieurs pays africains, y compris l'Afrique du Sud qui était alors sous le régime de la politique dite d'Apartheid (ségrégation raciale institutionnalisée). Au début de la décennie 1970, l'État hébreu entretenait des relations diplomatiques avec trente-trois pays d'Afrique subsaharienne (*Idem*). Cela a conduit à des critiques et des controverses, émanant essentiellement des pays arabes et des mouvements de libération nationale en Afrique.

2. Le penchant mitigé des dirigeants africains pour La cause palestinienne

En 1973, suite à la guerre du Kippour qui opposa Israël à l'Égypte, les pays arabes imposèrent un embargo pétrolier contre les États qui avaient apporté un soutien à l'État hébreu. Cela donna lieu à une augmentation drastique du prix du pétrole sur le marché international, provoquant une crise économique mondial marquée par une inflation aiguë, une récession économique et un accroissement du chômage dans de nombreux États. Dans ce contexte, la plupart des nations africaines rompirent leurs relations avec Israël. Deux raisons majeures peuvent expliquer cela. D'une part, il y avait les promesses faites, par les pays arabes, de fournir du pétrole bon marché accompagné d'une aide financière, et d'autre part, la résolution de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui, en soutien à l'Égypte, appelait à la rupture des relations avec

Israël (*Idem*). L'Organisation panafricaine restait en droite ligne de sa prise de position, dès son premier sommet à Addis-Abeba (Éthiopie) en 1963, en faveur des Palestiniens. Cette position a été renforcée par la résolution 3379, adoptée le 6 novembre 1975 par l'Assemblée générale des Nations unies, qui a condamné la relation incestueuse entre le régime sud-africain d'Apartheid et Israël tout en qualifiant le sionisme de forme de racisme (Pironet, 2008). Seuls quatre pays maintinrent leurs relations diplomatiques avec l'État hébreu, à savoir, le Malawi, le Lesotho, le Swaziland et l'Afrique du Sud. Ce dernier pays avait même soutenu Israël dans sa guerre contre la coalition égypto-syrienne de 1973. Mieux encore, les deux pays s'associèrent pour mettre au point, dans le grand secret, plusieurs bombes atomiques. Cette association a permis à l'État hébreu d'obtenir, dans les années 1970, l'uranium nécessaire à la mise au point de cet armement, de type Hiroshima, et un espace idoine pour son expérimentation, à savoir le désert du Kalahari (Failles, 1997).

Néanmoins, d'autres pays gardèrent le contact avec Israël au travers de bureaux d'intérêts logés dans des ambassades étrangères (Codo, 1988 : 50-53). Il faudrait signaler que l'État hébreu a mené un lobby souterrain en direction du continent noir, afin de maintenir sa présence. Cela se fit au travers d'organisations privées. En août 1985, le Centre des études palestiniennes publia un rapport dans lequel il relevait treize organisations chargées d'étendre l'influence d'Israël en Afrique. On pouvait citer : la centrale syndicale Histadrout, l'Organisation sioniste, l'Agence juive, le Congrès juif mondial, le Parti du travail israélien (en sa qualité de membre de l'International socialiste), l'Institut afro-asiatique (créé en 1960 et qui a accueilli une vingtaine de milliers d'étudiants africains), le Centre des études ouvrières et corporatives (créé en 1963), le Service de coopération internationale, *Machav* (qui assurait la coordination entre les activités des différents ministères et organismes s'occupant des relations avec le continent noir), l'Amical des anciens (cadres) africains formé en Israël, l'Institut Weizmann pour les sciences, l'organisation féminine *Hadassa*, basée à New York et l'Institut des études africaines de Haïfa (Anonyme, 2005).

Les étudiants africains ne cessèrent pas d'aller acquérir le savoir dans les universités israéliennes en même temps que des experts israéliens apportaient leur assistance technique dans plusieurs pays du continent noir (Naudé, Perdrix & al, 2009).

Vers la fin des années 1970, on assista à une entame des négociations de paix entre Israël et certains de ses voisins arabes. L'Égypte d'Anouar el-Sadate ouvrit le bal, en février 1980, par un échange d'ambassadeurs avec l'État hébreu, même s'il en paya de sa vie lors d'un attentat orchestré par les militants islamistes le 6 octobre 1981. Cela ouvrit une brèche en faveur du réchauffement progressif des relations entre Israël et les pays d'Afrique noire en particulier dans les domaines économiques et sécuritaires (Ntuda Ebodé, 1999 : 87-88). On peut citer le Zaïre en mai 1982, le Liberia en août 1983, la Côte-d'Ivoire en février 1985, le Cameroun en août de la même année et le Togo en juin 1987.

Les avancées techniques et technologiques dont a su faire preuve l'État hébreu sont largement convoitées partout en Afrique. On peut par exemple citer les techniques de désalinisation de l'eau de mer qui permet à Israël d'approvisionner en abondance ses habitants dans une région où ce produit est une denrée rare du fait du climat désertique qui y règne (Ficou, 2018). Par ailleurs, sur le plan de la défense, les succès éclatants de l'armée israélienne face aux troupes arabes ont convaincu bon nombre de dirigeants africains de l'expertise israélienne en la matière. Par exemple, suite à la tentative de coup d'État du 6 avril 1984, le président camerounais Paul Biya, qui doutait de la loyauté des militaires français envers sa personne, se tourna vers l'État hébreu pour assurer l'encadrement et la formation de sa garde rapprochée (Heungoup, 2011 : 82).

À la fin des années 1990, l'État hébreu entretenait déjà des relations diplomatiques avec trente-neuf pays africains. Israël a réussi à établir des partenariats économiques avec les pays d'Afrique au sud du Sahara, en particulier dans les domaines de l'agriculture, des métaux précieux, de la technologie, de la téléphonie et de l'énergie. Par exemple, de 1990 à 2008, les échanges entre l'État hébreu et le continent noir sont passé de 430 millions à plus de deux milliards de dollars (Naudé, Perdrix & al, 2009). Mais ces partenariats, noués au

niveau gouvernemental, reçoivent très souvent un accueil mitigé des opinions publiques.

III. Les perceptions et attitudes des opinions publiques en Afrique subsaharienne

Les perceptions et attitudes des opinions publiques en Afrique subsaharienne envers le conflit israélo-arabe sont diverses et complexes, car cette région du monde a des liens historiques et culturels avec les deux belligérants (Barbier & Dorier-Apprill, 1996 : 200-210). Cette situation rend difficile le parti pris pour l'un ou l'autre des protagonistes.

1. La sympathie envers le peuple israélien

Certains Africains éprouvent une réelle sympathie envers Israël en raison d'une histoire commune ou de leur appartenance au christianisme, une religion issue du judaïsme. Les chrétiens évangélistes soutiennent Israël avec beaucoup de ferveur en raison de leur interprétation de la Bible et de leur croyance en la prophétie biblique. D'après eux, la création, en 1948, de l'État d'Israël est une réalisation de la prophétie biblique et un signe de la fin des temps. Ils sont convaincus que le retour des Juifs sur la Terre promise est la condition sine qua non au retour de Jésus-Christ et l'avènement du royaume de Dieu sur terre (Batut, 2013 : 18-25). Le pasteur John Hagee s'appuie sur le passage d'Isaïe 66, 8 qui parle d'une nation naissant en un jour :

« Qui a jamais entendu pareille chose ? Qui a jamais vu rien de semblable ? Un pays peut-il naître en un jour ? Une nation est-elle enfantée d'un seul coup ? À peine en travail, Sion a enfanté ses fils ! »

En outre, les chrétiens évangélistes ont des liens étroits avec les Juifs du fait de leur croyance en la continuité de l'alliance entre Dieu et Israël. Ils considèrent les Juifs comme le peuple élu de Dieu et

défendent mordicus leur droit au retour sur la Terre promise.¹ Néanmoins, il serait important de souligner que tous les chrétiens évangélistes ne partagent pas la même vision sur Israël et que leurs opinions peuvent varier en fonction de leur interprétation biblique et de leurs convictions personnelles. Comme l'affirme le pasteur Jean Noumana, si « Israël est le peuple élu de Dieu, les actes qu'il pose actuellement ne nous obligent pas à le soutenir à tout prix. »² L'ancien d'Église Cosmas Bilana renchérit en disant que : « Si un chrétien doit prendre parti dans ce conflit, c'est uniquement pour rechercher la paix. »³ On comprend pourquoi une partie de l'opinion publique africaine est plutôt sensible à la cause palestinienne.

2. Le soutien à la cause palestinienne

D'autres Africains soutiennent les Palestiniens en raison de leur solidarité avec les peuples opprimés. Par exemple, les Africains qui ont subi la colonisation européenne expriment généralement une sympathie particulière pour les Palestiniens qui vivent également sous le joug de l'oppression coloniale.

Les Africains convertis à l'islam ont également une sympathie particulière pour les Palestiniens, qui sont majoritairement musulmans. En effet, il y a un fort sentiment de solidarité religieuse entre les musulmans du monde entier qui considèrent la Palestine comme une terre sainte et Jérusalem comme une ville sacrée. Les musulmans africains partagent donc un lien spirituel et émotionnel avec les Palestiniens. De plus, de nombreux pays africains à majorité musulmane ont des liens historiques et culturels étroits avec le monde arabe et la Palestine. Ces pays ont souvent soutenu la cause palestinienne lors de conflits passés et ont exprimé leur solidarité envers le peuple palestinien. Enfin, la question palestinienne est

¹ M. Wansi Tchanga, 48ans, juriste, pasteur et coordinateur (région Centre Sud) du Ministère du salut de toutes les familles de la terre, Yaoundé, 12 décembre 2023.

² J. Noumana, 80ans, économiste et théologien, pasteur de la Congrégation baptiste camerounaise (CDC), Yaoundé, 16 décembre 2023.

³ C. Bilana, 70ans, informaticien retraité, ancien d'Église de l'Église adventiste du 7^e jour, Yaoundé, 4 décembre 2023.

souvent perçue comme une question de justice et de droits de l'homme. Les Africains musulmans sont sensibles aux souffrances des Palestiniens en particulier en ce qui concerne les violations des droits de l'homme, les restrictions de mouvements et les conditions de vie difficiles auxquelles ils sont confrontés. Selon le Professeur Souley Mane, « Les musulmans africains perçoivent ce conflit comme l'une des plus grandes injustices que l'humanité connaît depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils pensent que ce conflit perdure à cause du soutien inconditionnel des Occidentaux à Israël qui refuse délibérément de mettre en œuvre les résolutions des Nations unies visant à régler ce conflit. »⁴ Cependant, tous les Africains musulmans ne soutiennent pas nécessairement la cause palestinienne de la même façon, leurs opinions variant selon leur contexte géographique, leurs croyances individuelles et leurs expériences personnelles.

D'autres événements ont également influencé les perceptions et attitudes africaines envers le conflit. Depuis des décennies, Israël s'est illustré par la violation régulière du droit humanitaire et des lois internationales, la possession clandestine des armes de destruction massive, des opérations commando dans des pays étrangers pour assassiner des militants palestiniens, des réactions disproportionnées aux différents attentats qu'il subit çà et là. Dans plusieurs pays du monde, des populations n'hésitent plus à manifester, devant les images horribles du déluge de bombes qui s'abat régulièrement sur des Palestiniens fussent-ils femmes, enfants ou invalides. En Afrique du Sud, où l'on a encore en mémoire les rapports très étroits que l'État hébreu entretenait avec le régime d'Apartheid, des foules se sont mobilisées pour apporter leur soutien aux Palestiniens suite aux violents bombardements sur la bande de Gaza entre décembre 2008 et janvier 2009 (Gresh, 2009 : 9). Par ailleurs, le puissant *Congress of South African Trade Union* (COSATU) (« Congrès des syndicats sud-africains », a appelé à boycotter les navires israéliens (*Idem*). C'est dans ce sillage que le Professeur Richard Falk, rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme dans les territoires occupés avait pu dire que

⁴ Souley Mane, 55ans, Enseignant, Imam, Yaoundé, 20 décembre 2023.

« l'État hébreu était en train de perdre la bataille de la légitimité. »
(Anonyme, 2009)

En clair, il apparaît que l'opinion publique en Afrique noire a une vision contrastée du conflit opposant Israël à ses voisins arabes. Cette vision est inhérente aux liens historiques, religieux et culturels qui lient l'Afrique aux deux parties en conflit.

Conclusion

Cette étude avait pour ambition de mettre en exergue les perceptions et attitudes des Africains des pays situés au sud du Sahara vis-à-vis du conflit israélo-arabe, qui, depuis des lustres, tient en haleine l'opinion internationale. Il en résulte que dans cette partie du continent africain, ce conflit est perçu et vécu de manière complexe et diversifiée. En effet, au cours de l'histoire, l'Afrique subsaharienne a joué un rôle diplomatique actif dans cet affrontement, alternant entre les relations avec Israël et une solidarité avec le monde arabe, tout en s'efforçant de rester spectatrice des tensions. Cette double attitude est la traduction de la diversité des positions des États africains, influencés par le désir de préserver leurs intérêts politiques, économiques et historiques face à des protagonistes dotés d'une immensité de ressources. Pour l'essentiel, les gouvernants s'allient avec l'une ou l'autre des deux parties en conflit, au gré de leurs intérêts nationaux. Mais la balance penche de plus en plus en faveur d'Israël qui bénéficie du soutien inconditionnel des gouvernements occidentaux que les États africains évitent de se mettre à dos. Seule la voix du gouvernement sud-africain résonne fortement dans les instances internationales pour défendre les Palestiniens qui ploient sous les bombardements massifs de l'artillerie israélienne. Les opinions publiques, quant à elles, sont sensibles aux exactions commises par les différents protagonistes. Le soutien en faveur de l'une ou de l'autre partie est conditionné par des facteurs religieux, culturels et historiques. En somme, les Africains subsahariens s'indignent face aux crimes orchestrés aussi bien par les Israéliens que par les Arabes, et souhaitent ardemment la concrétisation d'une paix durable dans cette région. Cette paix est-elle possible, lorsqu'on

constate que les terres disputées revêtent, pour chacune des deux parties, une importante valeur spirituelle ?

Sources et références bibliographiques

Anonyme, 2005, « Infiltration israélienne en Afrique », <http://u-blog.net//.France/article/infiltration.html>, consulté le 3 octobre 2020.

Anonyme, 2009, « Israël, État voyou ? », www.jeuneafrique.com, consulté le 25 août 2024.

Association Solidarité Palestine « La correspondance entre Hussein et McMahon », dimanche 24 octobre 1915, <https://www.france-palestine.org>, consulté le 24 août 2025.

Barbier Jean-Claude & Dorier-Apprill Élisabeth, 1996, « Les forces religieuses en Afrique noire : un état des lieux », *Annales de géographie*, t. 105, n°588, pp. 200-210.

Bar-Tal Daniel, 2013, « intractable conflicts : Sociopsychological foundations and dynamiques », *American Behavioral Scientist*, Cambridge University Press, pp. 1430-1453

Battistella Dario, 2006. *Théories des relations internationales*, Presses de Sciences PO, Paris.

Bouché Jean Pierre, 2024. *Palestine, plus d'un siècle de dépossession*, l'édition solidaire/Association Récit Présent, Paris.

Codo, L.C., 1988, « L'Afrique noire et Israël :: inversion d'une dynamique diplomatique », *Politique africaine*, n° 30, pp. 50-53.

Dieckhoff, Alain, 2017. *Le conflit israélo-palestinien : 20 questions pour vous faire votre opinion*, Armand Colin, Paris.

Faber George Stanley, 2017. *A Dissertation on the Prophecies That Have Been Fulfilled, Are Now Fulfilling, or Will Hereafter Be Fulfilled: Relative to the Great Period of 1260 Years*, 2 Vol., Forgotten Books, London.

Failles, Béatrice, 1997, « Révélation sur la coopération nucléaire entre Israël et le régime de l'Apartheid », <https://www.liberation.fr>, consulté le 25 août 2024.

Ferniot Jean, 1994. *Jérusalem, nombril du monde*, Grasset, Paris.

Ficou Moctar, 2018, « Israël compte booster les secteurs de l'eau et de l'agriculture en Afrique », <https://www.vivafrik.com>, consulté le 29 juin 2025.

Filiu Jean-Pierre, 2020, « Il y a cent ans, la France et la Grande-Bretagne se partageaient le Moyen-Orient », <https://www.lemonde.fr>, consulté le 24 août 2024.

Flory Maurice, 1983, « L'accord libano-israélien du 17 mai 1983 », *Annuaire français de droit international*, pp. 137-150, Édition du CNRS, Paris.

Ghérari Habib, 2024. *Le conflit israélo-palestinien : que dit le droit ?*, L'Harmattan, Paris.

Gresh Alain, août 2009, « Regards sud-africains sur la Palestine », *Le Monde diplomatique*, p. 9.

Heungoup Hans de Marie, 2011, « Le BIR et la GP dans la politique de défense et de sécurité au Cameroun. Socioanalyse du rôle présidentiel, des concepts stratégiques et d'emploi des forces », Mémoire de Master en gouvernance et politiques publiques, Université catholique d'Afrique centrale.

Holsti Olavi Rudolf, 1962, « The belief system and national images : A case study », *Journal of conflict resolution*, 6(3), pp. 244-252.

Laurens henry, 1999. *La question de Palestine, Tome premier 1879-1922*, Fayard, Paris.

- 2002. *La question de Palestine, Tome deuxième 1922-1947*, Fayard, Paris.

- 2003. *La question de Palestine, Tome troisième 1947-1967*, Fayard, Paris.

- 2007. *La question de Palestine, Tome quatrième 1967-1982*, Fayard, Paris.

Lescure Jean-Claude, 2018. *Le conflit israélo-palestinien en 100 questions*, Éditions Tallandier, Paris.

Morin Edgar, Naïr Sami & al., 2002, « Israël-Palestine : le cancer », www.lemonde.fr, consulté le 3 janvier 2024

Morin Edgar, 2006. *Le monde moderne et la question juive*, Éditions Seuil, Paris.

Nasser Gamal Abdel, 20 août 1956, « Discours de Gamal Abdel Nasser (26 juillet 1956) », *Écrits et discours du colonel Nasser*, Paris, La Documentation française, n°2206, pp. 16-21.

Naudé Pierre François, Perdrix, Philippe & al, 2009, « Israël et l’Afrique : le business avant tout », www.jeuneafrique.com, consulté le 3 juillet 2017.

Ntuda Ebodé Joseph Vincent, 1999, « De la politique étrangère des États africains, rupture et continuité d’une diplomatie contestée », *African Journal of International affairs*, Vol.2, n°1, pp. 62-96.

Pironet Olivier, avril-mai 2008, « Israël face à ses voisins (1948-2008) », <https://www.monde-diplomatique.fr>, consulté le 22 mars 2024.

Salingue Julien, 2015. *La Palestine des ONG : entre résistance et collaboration*, La fabrique, Paris.

Sources orales

Bilana Cosmas, 70ans, informaticien retraité, ancien d’Église de l’Église adventiste du 7e jour, Yaoundé, 4 décembre 2023.

Noumana Jean, 80ans, économiste et théologien, pasteur de la Congrégation baptiste camerounaise (CDC), Yaoundé, 16 décembre 2023.

Souley Mane, 55ans, Enseignant, Imam, Yaoundé, 20 décembre 2023.

Wansi Tchanga Magloire, 48ans, juriste, pasteur et coordinateur (région Centre Sud) du Ministère du salut de toutes les familles de la terre, Yaoundé, 12 décembre 2023.